

Démocratisation de l'ajustement ou socialisation du développement au Zaïre

Kankwenda Mbaya*

Introduction

Dans sa contribution aux travaux de la Conférence nationale, l'Association nationale des entreprises du Zaïre (ANEZA) a présenté le tableau catastrophique de l'évolution socio-économique du pays de 1960 à 1990. Un tableau de crise aiguë et généralisée notamment par la baisse de la production, des investissements et du revenu national, les déséquilibres monétaires et financiers, le déséquilibre extérieur, le niveau insuffisant de l'emploi accompagné d'une chute remarquable du pouvoir d'achat, et la détérioration des infrastructures économiques et sociales. Mais le constat de crise était déjà fait par toutes les instances nationales plusieurs années auparavant. Nous avons analysé cette crise en terme non seulement de crise de gestion d'un modèle de développement mais de crise du modèle d'accumulation lui-même, y compris de sa composante politique qui ne pouvait ni définir, ni encore moins mettre en oeuvre un modèle alternatif à celui du Congo belge.

Des solutions ont été proposées aussi bien par le gouvernement seul, qu'au travers des programmes de stabilisation d'ajustement soutenus par les institutions de Bretton Woods. Mais le résultat de trente et un ans d'indépendance et d'ajustement — comme le constate le Premier ministre à l'ouverture de la Conférence nationale — est négatif.

Pourtant au plan politique le Zaïre de 1991-1992 rappelle étrangement le Congo de 1960: une tragi-comédie jouée par des acteurs accaparés politiquement par la lutte pour le pouvoir dont le contenu est simplement la méthode de gestion. La mobilisation des énergies politiques internes et externes, justifiée sans doute par la phase actuelle de la lutte pour la démocratie, évacue malheureusement non pas seulement la réflexion et le débat sur la crise, mais aussi sur le contenu politique, économique et social de la démocratie. La période de transition vers la troisième République est une sorte de carrefour qui interpelle sur la direction de la transition aussi bien en termes de perspectives que d'alternative. Le présent article se veut une contribution à cette réflexion.

A l'indépendance l'économie coloniale était en place dans toutes les anciennes colonies d'Afrique. Cependant, le Congo belge n'était pas préparé à gérer cette économie, la consolider et la développer aussi bien sur le plan géographique que des formations sociales existantes. L'impréparation du pays à l'indépendance se manifeste par l'absence notoire d'une élite intellectuelle et économique, c'est pourquoi il n'y eût ni Etat gestionnaire ni opérateurs économiques gestionnaires.

La gestion postcoloniale avait un premier problème important à résoudre, que Merlier (1962:325-326) avait déjà évoqué:

Le nouveau gouvernement doit résoudre le problème le plus difficile dont dépendra la gestation d'un pouvoir politique stable au Congo: la création d'une classe bureaucratique exige la différenciation rapide de la nouvelle couche dirigeante et de ses racines, de la masse des employés salariés. Le conflit inévitable des couches supérieures et inférieures du salariat détermine une crise politique, une rupture sociale qui donnera le contrôle de l'appareil d'Etat reconstitué à une petite élite bureaucratique. A moyenne échéance, celle-ci doit résoudre les problèmes fondamentaux de la colonisation: restaurer l'économie coloniale, c'est-à-dire l'exploitation du prolétariat dans des conditions satisfaisantes de prix de revient et de productivité. Tel est le fond de la lutte pour le pouvoir qui commence en juillet 1960 au Congo. Il est vrai que le nouveau pouvoir ne manquera pas d'idéologies pour parer l'exploitation du prolétariat et de la paysannerie coutumière de belles phrases sur la suppression du «sous-développement», la nécessité de travailler «pour le Congo».

Dans ces conditions la constitution d'un pouvoir stable représente une tâche d'une extrême urgence. Elle a été accomplie entre 1960 et 1980. Le pouvoir repose sur quatre piliers. Il y a d'abord la consolidation d'un pouvoir fort, personnalisé et policier au bénéfice des pouvoirs occidentaux qui l'avaient installé et dont il détenait la légitimité. A la faveur de ce soutien extérieur, le pouvoir politique s'est conduit comme un pouvoir de pillage et de gabegie financière, car le coup d'Etat n'avait pas formé les gestionnaires du jour au lendemain. En effet, aucun pays impérialiste n'était économiquement et politiquement assez puissant au Zaïre pour exiger et imposer une certaine discipline dans la gestion, et surtout la sauvegarde du niveau des activités productives. Celui qui l'était économiquement — l'impérialisme belge — n'avait pas la force politique suffisante pour le faire. La situation fut laissée à qui tirera le plus la couverture de son côté, c'est-à-dire une situation de pillage absolu. Ce pillage s'est effectué essentiellement à travers le code des investissements et surtout la vente de la technologie (gestion, savoir-faire, technologie matérielle, etc.) que ce soit dans les entreprises existantes ou dans les nouvelles créations. Le pouvoir ayant achevé son implantation institutionnelle et politique, n'avait plus qu'une ambition, jouir des avantages de son exercice à la faveur de la gestion budgétaire, de celle des

entreprises publiques et surtout des marchés avec le grand capital extérieur. Au reste la fonction gendarme était bien assurée.

Il y a ensuite la production de cadres zaïrois dans diverses disciplines scientifiques et techniques aussi bien au Zaïre qu'à l'extérieur. Ces nombreux cadres sortis de l'enseignement supérieur (trois universités, une dizaine d'Instituts supérieurs pédagogiques, une demi-douzaine d'Instituts supérieurs techniques, l'Ecole nationale de droit et d'administration) étaient non seulement candidats à la gestion de la chose publique et privée, mais aussi au partage du gâteau dans la mesure où le système d'enseignement était celui de promotion sociale. Mais leurs espoirs ne pouvaient être satisfaits par le pouvoir en place qui ne pouvait les intégrer valablement dans leur majorité. Les mécontentements étaient inévitables.

Il y a aussi les mesures de «zaïrianisation» qui ont consisté à nationaliser le secteur de distribution (commerce), les exploitations agricoles, et le secteur de la construction, qui appartenaient à la petite et même à la moyenne bourgeoisie étrangère. Pour comprendre ce phénomène, il faut se rappeler que la quasi-totalité des recettes fiscales de l'Etat zaïrois dépend du capital étranger et du marché mondial. La dépendance conséquente et les limites d'action du plus gros bénéficiaire intérieur de ces recettes — la classe politique et donc comprador — sont donc tout indiquées.

C'est dire que du surplus économique extorqué au pays par le capital étranger, cette classe ne reçoit que ce qui est versé à la caisse de l'Etat, c'est à dire ce qui lui est versé pour qu'elle mette l'ordre dans la maison et fasse fonctionner l'appareil d'Etat afin que les conditions nécessaires à l'exploitation du pays par le capital étranger soient reproduites. Ce qu'elle reçoit, c'est donc son paiement en tant que surveillant local des intérêts des monopoles capitalistes. Que ce revenu arrive sous forme de recettes budgétaires, d'emprunt au capital étranger ou de commissions diverses, la situation au fond reste la même.

En tant que bourgeoisie politique comprador, et du fait notamment des pressions qu'elle reçoit des autres fractions de la classe moyenne nationale et de l'élite intellectuelle, elle a aussi ses rêves et ses aspirations, et notamment d'augmenter sa part du gâteau et plus précisément de «se constituer une assise économique plus solide et se poser en classe intermédiaire entre la bourgeoisie monopoliste étrangère et les masses populaires zaïroises».

Cette aspiration de la «bourgeoisie» politique comprador correspondait à une autre, émanant de la grande bourgeoisie étrangère qui contrôlait (et contrôle) l'activité des entreprises monopolistes qui assuraient une très large part de la production industrielle et qui approvisionnaient le marché zaïrois en produits industriels. Or, de ce côté, dans la mesure où la production industrielle intérieure elle-même tendait vers les biens de luxe, et que les masses zaïroises laissées plus ou moins à elles-mêmes voyaient

constamment chuter leur pouvoir d'achat, une certaine saturation du marché apparaissait déjà dès la fin des années 1960. La grande bourgeoisie, rappelons-nous qu'elle est étrangère, pouvait donc accepter les aspirations de sa bourgeoisie compradore locale. Et ce, pour plusieurs raisons. D'abord parce que du fait de ses intérêts, la grande bourgeoisie cherchait à élargir son marché. Or la petite et moyenne bourgeoisie étrangère visées par les mesures de zairisation qui, cependant avaient les moyens, n'étaient pas grandes consommatrices de la production industrielle de luxe fournie sur le marché zaïrois. Son comportement bien que bourgeois, était tout de même celui d'étrangers venus réaliser aussi du profit. Ensuite et par conséquent, il était d'un grand intérêt pour la grande bourgeoisie étrangère d'asseoir entre elle et la masse zaïroise, une couche suffisamment nombreuse de nationaux qui non seulement allait être son débouché recherché (grâce à son comportement ostentatoire), mais aussi un tampon nécessaire entre ses intérêts et ceux des masses zaïroises. Car cette couche-tampon nationale, qui en plus disposait du pouvoir public et allait faire les armes de la gestion, était le meilleur bouclier face aux assauts éventuels des masses.

De sorte que lorsque ces entreprises ont été zairisées, les cordons entre la grande bourgeoisie et la couche-tampon, en particulier au niveau de la commercialisation et du crédit bancaire (c'est la grande bourgeoisie qui détient le système bancaire) ont été maintenus comme entre cette bourgeoisie et la petite et moyenne bourgeoisie étrangère avant la zairisation. La Banque du Zaïre écrit à ce propos que «le système bancaire a été amené à accroître ses concours en faveur des entrepreneurs nationaux ayant repris les activités appartenant jadis aux expatriés du secteur commercial et industriel». Toutefois, la grande bourgeoisie tenait au moins à l'indemnisation effective des anciens propriétaires. Les entreprises zairisées étaient dans les premières intentions du pouvoir destinées aux seuls membres du bureau politique du parti unique, Mouvement pour la révolution (MPR), du gouvernement (conseil exécutif) et du parlement (conseil législatif). Mais les pressions sociales ont fait que ce cercle a été élargi aux milieux supérieurs de l'armée, à certains anciens politiciens plus ou moins tombés en disgrâce et aux dirigeants des autres rouages importants du régime: services de sécurité, organes du parti... A cet important groupe il faut ajouter quelques rares personnes venues des divers milieux — surtout des commerçants qui ont acquis des entreprises en particulier dans le commerce et les services grâce à leurs relations personnelles avec les hommes au pouvoir. Certes toutes les affaires zairisées n'ont pas été fructueuses, nombreuses sont celles qui ont fait faillite suite à la mauvaise gestion, aux mesures d'étatisation (radicalisation) de certaines grandes entreprises et à la réaction consécutive de la grande bourgeoisie. Mais c'est à la faveur de ces mesures qu'une bonne partie de la bourgeoisie politique compradore s'est donnée une base économique et qu'une partie s'est

transformée en bourgeoisie d'affaires, s'affirmant de plus en plus aux côtés des autres hommes centres d'affaires nationaux.

Enfin, le maintien du modèle d'accumulation antérieur. En effet, pendant tout ce temps, personne, ni la coalition occidentale ni sa solution de compromis, ne s'est préoccupé de repenser un autre modèle de développement, ni même simplement de s'occuper de la relance des secteurs productifs. Ces derniers connurent une chute catastrophique qui entraîna les autres secteurs économiques et surtout la rupture des principaux équilibres macro-économiques: offre et demande, finances publiques, balance des paiements, salaires et prix. Le déséquilibre sectoriel s'approfondissait. L'agriculture fut le premier secteur à entrer en crise bien que les causes de celle-ci soient lointaines. L'industrie minière connut un certain développement à cause de l'attention particulière que lui accordait le régime — c'est sa grande source de revenus — et de l'intérêt que lui porte le monde occidental, ce qui a soumis les ambitions et les démesures financières les plus folles. L'industrie manufacturière souffrait beaucoup du manque de renouvellement des équipements et surtout des approvisionnements qu'il fallait importer. Il en résulta une détérioration des infrastructures économiques et sociales.

La dernière décennie a donc montré qu'on était loin de 1960: il existait au Zaïre, une élite ayant une ascendance intellectuelle et/ou économique sur les masses, mais qui n'avait pas le pouvoir d'Etat en main. Mais en même temps, la crise économique a montré que 1990 n'était pas différent qualitativement de 1960, la même structure économique persistait. Pour tenter une solution à la crise économique et par là désamorcer la crise de son pouvoir, la classe dirigeante avait avec l'aide de l'occident, mis en oeuvre un ensemble de mesures économiques dans le cadre des programmes de stabilisation et d'ajustement.

La marche forcée de l'ajustement

La signification de l'indépendance devait être la remise en cause du modèle d'accumulation coloniale et, par là, la définition d'un autre modèle. Mais comme nous l'avons indiqué, cette préoccupation était absente chez les dirigeants. En effet, ni au niveau scientifique, ni encore moins au niveau pratique, on ne s'est demandé quel est le secteur ou quels sont les secteurs qui constitueront la base de l'accumulation pour le financement du développement national et surtout, quelles vont être les modalités de transfert du surplus économique.

A défaut d'une telle interrogation, on a continué le modèle colonial. C'est là que la dimension politique du fondement de la crise apparaît. En effet, le contexte postcolonial était marqué par d'autres rapports entre l'Etat, le capital — dont une fraction est depuis lors nationale — et les paysans. Ce contexte est aussi marqué par un autre appareil d'Etat qui n'avait ni les

mêmes moyens, ni les mêmes méthodes que l'Etat colonial. Ces deux changements ont fait apparaître les faiblesses du modèle colonial qui a donc connu certaines modifications et est devenu le modèle postcolonial d'accumulation actuel. Les fonctions de l'agriculture et de l'industrie minière sont illustratives de cette situation.

L'agriculture dans le modèle postcolonial

Ainsi, il n'y a plus qu'une fonction que remplit l'agriculture zairoise dans le modèle d'accumulation actuel: fournisseur des produits alimentaires aussi bien pour le marché interne que pour le marché international.

Mais le surplus ponctionné de l'agriculture par le biais de cette fonction est très faible et de plus ne sert pas vraiment à financer un programme de développement (industriel ou autre). Cette faiblesse s'explique par la chute de la production agricole d'exportation et du système de cultures obligatoires. Elle s'explique également par la baisse de la population active agricole dans les conditions techniques actuelles. La place de l'agriculture et de l'industrie minière dans le modèle postcolonial permet ainsi de caractériser ce dernier:

- L'agriculture et l'exploitation minière continuent à être la base de l'accumulation. Cependant, le surplus agricole qui s'est amenuisé depuis ne va presque plus au capital financier ou industriel (à quelques exceptions près); il est approprié par le petit capital commercial qui ne le réinvestit pas dans le développement productif. Ce que l'Etat en retire par l'impôt est de ce fait dérisoire.
- Seul le surplus minier reste consistant au point que c'est plutôt l'industrie minière qui est la véritable base d'accumulation aujourd'hui. Ce surplus bien qu'important n'est que partiellement approprié à l'Etat et son utilisation principale est le financement du fonctionnement de l'appareil d'Etat et non le financement du développement.
- L'accumulation continue à être forcée, c'est à dire à s'effectuer par la fiscalité (pour les deux secteurs) et la détérioration des termes d'échange pour l'agriculture. L'Etat a sans doute moins de pouvoir contraignant sur le monde rural, mais cela ne change pas le caractère forcé de l'accumulation. Il n'y a donc pas d'échange de surplus, mais encore une fois, prélèvement, surtout pour l'agriculture.
- Le capital commercial est un partenaire important dans le modèle postcolonial. Il a la maîtrise du surplus vivrier et même d'une partie du surplus non vivrier parce qu'il commercialise aussi une partie des produits d'exportation (agricoles ou miniers) et d'approvisionnements industriels.
- Le pouvoir d'Etat et encore moins le capital national productif ne maîtrisent pas le procès d'accumulation. Ils n'ont ni défini les

secteurs-bases de génération du surplus économique, ni fixé les modalités de transfert de ce surplus pour le financement d'autres secteurs.

Les faiblesses du modèle colonial, l'étroitesse du surplus dégagé et approprié par le pouvoir d'Etat et le capital national, ainsi que son utilisation plutôt pour le fonctionnement des services de l'Etat et les activités commerciales et spéculatives, vont se combiner pour essouffler le modèle. La continuation de ce modèle d'accumulation a eu des conséquences sur sa double base sectorielle: l'agriculture et l'industrie.

En effet l'agriculture a été ponctionnée depuis la période coloniale jusqu'à ce jour, finançant le développement d'autres secteurs ou le fonctionnement des services sans échange de surplus, ni rétention d'une partie substantielle de son surplus pour son propre développement. La conséquence en est double: d'une part, l'agriculture a stagné ou régressé et de l'autre, l'industrie est presque bloquée dans sa croissance. Son marché en effet est restreint, l'agriculture et le monde rural étant contraints de diminuer leur consommation. Par ailleurs les possibilités d'autofinancement de l'industrie ont été réduites parce que le surplus agricole qui en était la base, a diminué au lieu d'augmenter. Le système entrain ainsi en crise. L'agriculture ne pouvait se développer, l'industrie non plus.

L'industrie minière

D'un côté ses coûts de production augmentaient étant donné la faiblesse du surplus agricole et l'appropriation de ce dernier par le capital commercial, ce qui diminuait bien que légèrement le surplus qu'elle peut dégager. De l'autre, une bonne partie du surplus fut appropriée et utilisée à l'extérieur par le grand capital étranger, via divers canaux que nous avons indiqués tandis que la partie du surplus minier qui reste dans le pays doit être partagée entre la bourgeoisie politique pour son fonctionnement et l'industrie minière elle-même.

Il en découle que l'industrie minière qui était devenue la base principale d'accumulation interne pour l'Etat, recevait peu de choses pour son autofinancement. L'industrie minière entrain ainsi dans une situation de crise, atténuée par moment par la hausse des cours des matières premières. En l'absence d'autres sources d'accumulation, c'est tout le système qui entrain en crise. On comprend ainsi que non seulement les principaux secteurs productifs entrent en crise (stagnants ou régressants) mais aussi que les principaux équilibres macro-économiques soient rompus: offre et demande, balance des paiements, finances publiques, prix et revenus.

La crise économique actuelle du Zaïre est donc la crise de son modèle d'accumulation, en ce sens que ce dernier est arrivé dans une impasse: ce modèle s'écroule, incapable de se reproduire alors qu'il n'y a pas encore de modèle de rechange défini, en oeuvre.

Ayant conduit le pays à cette crise, la classe dirigeante ne pouvait empêcher cette dernière de se répercuter sur les autres sphères — politique et sociale — de la société.

Les politiques d'ajustement

Ce long rappel était nécessaire pour comprendre le terrain sur lequel atterrissait le processus d'ajustement. Il faut noter que le Zaïre a opéré deux catégories de mesures de stabilisation et d'ajustement: celles d'avant 1983 et celles de 1983 à 1990.

Les premières comprennent la réforme monétaire de 1967 et ses mesures d'accompagnement, ainsi que les diverses tentatives de stabilisation intervenue entre 1976 et 1981, malheureusement sans effet visible. Les secondes sont les programmes classiques des institutions de Bretton Woods.

Mais dans l'un comme dans l'autre cas les résultats sont décevants et la crise est là pour le démontrer. Les raisons sont sans doute celles déjà connues ailleurs: intégration passive au marché mondial et donc inadaptation et inefficacité des programmes par rapport aux problèmes fondamentaux posés par la crise du pays, mais aussi par rapport à leurs propres ambitions. Cependant dans le cas du Zaïre, Le Peutrec (1978) a pu écrire avec raison:

bien plus, et c'est là que l'on glisse subtilement des basses exigences commerciales à l'anarchisme politique, le Fonds monétaire international, prend maintenant en charge l'économie du Zaïre. Cette même économie qu'il a contribué à désorganiser en maintenant au pouvoir le général Mobutu. Aujourd'hui, Mobutu (...) doit assumer la faillite de son régime corrompu. (...) Alors que depuis 1965 l'Occident le pousse aux dépenses les plus folles et au besoin le réinstalle sur le trône au mépris le plus complet du peuple zaïrois.

La discipline de l'ajustement était donc une marche forcée à la fois pour la classe politique prébendaire et pour le reste de la population pour qui elle n'a été qu'un fardeau imposé, et ce sans résoudre le problème de la crise pour le premier encore moins pour le second. Sans résoudre le problème de la crise ne fût-ce qu'en sa dimension économique, l'ajustement, en tant que solution des bailleurs de fonds a eu comme effets d'un côté l'appauvrissement des populations et l'accroissement de la dépendance du pays à l'égard du marché mondial et de l'autre, l'afflux des capitaux zaïrois dans les pays «donateurs».

Ce faisant, l'ajustement exacerbait les contradictions sociales, qui préexistaient du fait du modèle d'accumulation en place et de sa crise qui ne permettait plus aux classes dirigeantes de distribuer facilement les prébendes et autres rentes à leurs clients politiques.

Régime politique de l'ajustement libéral

L'économie postcoloniale, sa crise et ses mesures d'ajustement ont été tenues en mains par la bourgeoisie compradore politique. Cette dernière a utilisé différents instruments pour s'assurer l'allégeance et la soumission de l'ensemble de la formation sociale à l'alliance qu'elle représente.

Il y a d'abord l'appareil répressif composé de l'armée (gendarmerie, garde civile, CADER comprise), des divers services de sécurité et de l'appareil judiciaire dont les hautes sphères jouissent des facilités matérielles et financières qui sont plutôt des pots de vin que des salaires. Il y a ensuite le système de cooptation des membres de la bourgeoisie compradore qui obéit aux règles d'affinités familiales, ethniques ou régionales d'abord et d'allégeance et de paix politique ensuite. C'est par ce système fait de mandarinat et de clientélisme que des franges non négligeables de la bourgeoisie des affaires et de la classe moyenne bénéficient de temps en temps des avantages du pouvoir. Il faut ajouter à tout cela la «dépolitisation» relative des membres de la bourgeoisie compradore dans ce sens qu'ils ne sont pas des hommes politiques ayant réellement une base sociale, mais des commis d'Etat fabriqués par le chef du système.

Il y a aussi la politisation de la fonction publique et les cadres des grandes entreprises publiques qui a pratiquement éliminé le critère de compétence et de probité au bénéfice du «militantisme» et de la «fidélité au guide». C'est dans ce cadre qu'il faut situer notamment l'ensemble des techniques de déification du chef au travers des pratiques idéologiques et institutionnelles comme on en voit chez tous les monarques despotes en vue de s'allier les fractions de chômeurs et de sans-emploi: garde civile, animateurs, jeunesse du parti, etc., tous payés par le pouvoir.

L'Etat zaïrois fonctionne donc comme un système irrationnel en tant qu'économie de pillage. Mais en réalité c'est un régime qui reste très rationnel dans le cadre de la logique qui est la sienne: c'est à dire mythe et rite étatique à l'ombre desquels la coalition dominante (grand capital et bourgeoisie compradore politique) trouve ses comptes en s'enrichissant, accumulant et/ou jouissant facilement sans devoir passer par des investissements coûteux, risqués ou à rentabilité lointaine. Ce régime façonne un système d'alliances ethniques, d'allégeance par la corruption, et de clientélisme qui lui assurent vie et stabilité, la légitimation internationale et l'appareil policier faisant le reste.

Mais un tel système n'est viable au bout du compte que si le sous-système économique qui le nourrit se reproduit. Ce qui n'était pas le cas au Zaïre, et c'est pourquoi la planche à billets a fonctionné continuellement, faisant du financement monétaire et de l'inflation des situations chroniques, co-substancielles du régime. Etant donné que cette solution (financement monétaire) permettait à la bourgeoisie politique de

remplir sa mission quand l'autre membre de la coalition (grand capital étranger) et le budget national ne pouvaient lui donner son dû, l'Occident ne s'est jamais offusqué outre mesure à part quelques jérémiades des institutions de Bretton Woods qui témoignaient parfois de l'existence des tensions dans l'alliance. Au reste ils ont toujours fini par apporter au régime les capitaux dont il avait besoin. C'est pourquoi la crise du modèle a été en même temps celle de sa composante politique.

En effet si pour les classes dominées, les classes moyennes et même une partie de la bourgeoisie d'affaires, l'ajustement était une pilule amère, la bourgeoisie politique continuait à mener son même train de vie. Ce qui contribuait à l'isoler davantage et à aiguïser des tensions sociales. La démocratisation du régime politique offre-t-elle une vraie alternative?

Perspective: la démocratisation de l'ajustement

Les forces sociales dans l'ajustement

Comme on peut s'en rendre compte, le modèle d'accumulation actuel a une base étriquée et «externe». Mais ce modèle n'est pas qu'économique, il est pleinement social avec ses implications politiques. C'est un modèle d'exclusion et non de participation.

C'est pourquoi sur le plan socio-politique, la survie d'un tel modèle d'accumulation entraîne entre autres conséquences, la limitation de la base sociale du développement et de préoccupations sur la dimension sociale et humaine du développement. En d'autres termes, le modèle a conduit à une structure politique unitaire, totalitaire, paralysante ou stérilisante en vue de contenir les autres forces dans une certaine discipline. Ce n'est donc qu'une autre forme de continuation de ce qu'on a appelé «le mode de production colonial». Ce qui dans une certaine mesure pousse les structures politiques en place à privilégier une forme d'utilisation du surplus économique tiré de la fonction d'exportation. C'est un surplus de fonctionnement du modèle et non du développement.

Pour bien comprendre les turbulences socio-politiques actuelles et ce sur quoi elles sont susceptibles de déboucher en termes de perspectives post-ajustement, il faut connaître la configuration des forces sociales en présence. On distingue généralement trois classes sociales: la classe dominante, la classe dominée et entre les deux la classe dite moyenne; mais pour schématiser nous parlerons seulement des classes dominantes et dominées.

- 1) La classe dominante comprend la bourgeoisie politique compradore dont nous avons montré les origines et la structure précédemment, la bourgeoisie d'affaires, principalement commerçante, et la classe moyenne. La bourgeoisie politique compradore a évolué en deux temps: d'abord de 1960 à 1973 qui est la période de sa constitution et de sa

consolidation politique par le contrôle de l'appareil d'Etat, la mainmise sur les ressources budgétaires, du commerce extérieur et des entreprises publiques. Ensuite la période qui va de 1973 à nos jours au cours de laquelle elle a cherché à se donner une base économique autonome, avec la bénédiction du grand capital qui a accepté de sacrifier les biens de l'ancienne classe moyenne coloniale en vue de renforcer les intérêts d'une bourgeoisie autochtone. Une partie de cette bourgeoisie a réussi dans les affaires et s'est plutôt rapprochée de la bourgeoisie d'affaires. Mais la bourgeoisie politique est restée fondamentalement l'alliée du grand capital, prébendaire, autocrate, pilleuse et policière. Elle comprend essentiellement — comme on l'a vu — deux couches: la «clique» présidentielle et la «confrérie régnante».

La bourgeoisie d'affaires, dominée par sa branche commerçante, exerce des activités principalement dans l'immobilier, les services, les banques, la moyenne industrie, l'agriculture d'exportation, le commerce en général, en particulier celui des matières précieuses. Elle est à la fois liée et en conflit avec la bourgeoisie politique. Liée par sa fraction dont le démarrage est lié à l'exercice antérieur des fonctions politiques, par les marchés de l'Etat qu'elle reçoit et par une certaine allégeance due au fait qu'elle n'a la paix que si ses intérêts ne sont pas en concurrence avec ceux de la «clique présidentielle», qui est la couche centrale de la bourgeoisie politique. Elle est en conflit dans la mesure où elle a compris les limites de son développement, limites imposées par le grand capital et la gestion catastrophique de la bourgeoisie politique. Dans ses revendications, elle s'allie facilement avec les intérêts de la classe moyenne, du moins de son élite. Elle ne contrôle pas un secteur qui échappe au grand capital, elle exploite les créneaux laissés par celui-ci ou qui lui sont sous-traités. Une grande partie de cette bourgeoisie est réellement compradore dans la mesure où elle dépend de ses relations commerciales, technologiques et même financières avec le grand capital étranger. Même si une petite fraction peut avoir un penchant nationaliste. Elle ne peut en avoir les moyens.

C'est pourquoi dans sa lutte, elle cherche à montrer au grand capital qu'elle est le meilleur allié et aux autres classes inférieures qu'elle tient à la gestion saine de la chose publique, ou en plein jeu des lois libérales, à l'humanisme et donc à la démocratie. Ce qu'elle demande à la bourgeoisie compradore politique c'est d'assainir la gestion économique et financière afin qu'elle puisse exploiter les créneaux des affaires qui s'offrent à elle. Il n'empêche bien sûr qu'elle n'est pas unanime et que certaines de ses composantes sont bien partisans de la bourgeoisie compradore politique. Elle n'a pas une alternative au modèle en place dont elle s'est nourrie par ailleurs, mais l'ambition d'être cooptée dans la mise en oeuvre des instruments de gestion. Il y a lieu de rappeler ici que le conflit parlementaire

(1980) est né non pas de la remise en cause des textes de base du parti unique, mais plutôt de leur application.

La classe moyenne est composée de professions libérales, des cadres des PME et des secteurs public et privé. C'est une sorte de pépinière de recrutement aussi bien pour la bourgeoisie politique que celle des affaires. Elle navigue entre les deux mais est plus proche de la seconde que de la première dans laquelle elle n'a pas reçu une satisfaction à la mesure de ses espoirs.

2) La classe dominée comprend les masses prolétarisées (fonctionnaires, employés et ouvriers), significatives surtout dans la capitale (Kinshasa) et les grandes villes minières du Sud, les travailleurs indépendants du secteur informel, les chômeurs et les sans-emploi ainsi que les masses rurales et paysannes. Chacune de ces classes a des fractions qu'il est intéressant d'analyser en tant que composantes sensibles à certains discours ou idéologies. L'intérêt de ces groupes est de changer de modèle de développement.

La démocratisation

Pour bien comprendre qui conteste quoi, il faut distinguer trois niveaux de contestations: le premier est celui de la remise en cause du modèle d'accumulation qui est entré en crise. Le second est celui de la contestation de l'ajustement dans sa définition ou sa mise en oeuvre en tant que solution à la crise, et le troisième est celui du processus d'élaboration et de mise en oeuvre des décisions de politique économique comme l'ajustement.

Pour les classes dominées zairoises et une petite fraction de la classe moyenne (quelques universitaires et cadres du secteur public ou privé) la contestation est avant tout celle du modèle d'accumulation et la lutte pour son remplacement par un autre modèle. En remettant en cause le modèle actuel, la population zairoise conteste en même temps la solution d'ajustement de ses dirigeants et avec eux leurs partenaires ainsi que le mode de prise de décision et de leur mise en oeuvre. En d'autres termes le peuple zairois conteste et le modèle d'accumulation et sa composante politique. Or l'ajustement et ses défenseurs n'ont remis en cause ni l'un ni l'autre, mais simplement le mode de gestion «technique» peu libéral de la classe dirigeante.

Mais pour la bourgeoisie d'affaires et le gros de la classe moyenne, ce qui est contesté n'est pas le modèle en lui-même, mais plutôt le processus d'élaboration et de mise en oeuvre des décisions de politique économique comme l'ajustement ou d'autres, sans participation des autres composantes de la société, ni négociations avec eux pour prendre en compte leurs intérêts et leurs desiderata. A la limite, certains peuvent avoir à redire sur la solution d'ajustement sans remettre en cause le modèle. Ce qu'elle veut, c'est qu'à une économie libérale — fût-elle l'appendice de l'économie mondiale —

correspondent des structures politiques libérales. D'où son exigence de démocratie qui rencontre celle des classes dominées. Et étant donné que c'est la bourgeoisie d'affaires, et une fraction de la bourgeoisie politique tombée en disgrâce ou par calcul opportuniste, les deux renforcées par une grande partie de la classe moyenne qui portent le flambeau de la lutte actuelle pour la démocratie et conduisent le mécontentement populaire, la récupération est vite opérée. Il ne s'agit pas de la remise en cause du modèle, mais des luttes essentiellement politiques sinon politiciennes.

C'est pourquoi, les tenants extérieurs de l'ajustement sont allés jusqu'à poser le pluralisme politique comme une nouvelle conditionnalité à leur aide en vue de l'imposer à leur alliée, la classe dirigeante zaïroise qui ne semble pas l'avoir compris; ce qu'ils ont fait ailleurs en Afrique.

La contestation du modèle et de sa composante politique sont donc réduites à leur dimension traditionnelle: l'exigence de démocratisation en tant que pluralisme politique, syndical et médiatique. Cette opération ressemble étrangement à celle des années soixante: la lutte pour l'indépendance qui était la contestation d'un ordre pour la construction d'un autre ordre, a été remplacée par son exigence apparente: la direction politique par les nationaux.

Les choses se passent comme si après avoir tracé et indiqué la voie de développement au Zaïre — le modèle qui est en crise — vendu et financé, les programmes et projets les plus fous, soutenu le système politique exigé par ce type de développement, le système mondial, se rend compte, face à l'ampleur de la crise et de son danger, que le Zaïre est un poids mort et lui fait endosser l'entière responsabilité de ses malheurs, ou conditionne ses interventions à une certaine démocratisation. Qu'est-ce qu'alors la démocratie au Zaïre?

Pour la bourgeoisie politique, les pressions internes et externes — le lâchage formel ou réel de l'Occident — l'amènent non pas à se remettre en cause en tant que composante politique d'un modèle, mais plutôt à rechercher des voies et des alliances nouvelles dans la bourgeoisie d'affaires et la classe moyenne pour contenir la contestation, partager le processus de prise de décision tout en maintenant l'essentiel du pouvoir. C'est là que la médiation et les pressions occidentales cherchent à trouver un compromis: la démocratisation de l'ajustement, quitte à la réaliser dans une alliance avec une autre bourgeoisie politique issue de la contestation (milieux d'affaires et classe moyenne).

Cette solution répond à l'essentiel des revendications des dirigeants des luttes pour la démocratie. Sa logique est celle du maintien du modèle de développement axé sur l'intégration dans les échanges mondiaux, la croissance maximale du revenu global, l'investissement international et le critère de rentabilité financière. En réalité la démocratisation de l'ajustement qui se fait actuellement en Afrique — Zaïre compris — est sur le plan

international, essentiellement de l'adaptation/uniformisation des systèmes politiques à la mondialisation de l'économie. Et la démocratie ne semble être acceptée par les puissants de ce monde que dans ces limites. L'ajustement est apparu en effet d'en haut comme l'élimination des «tares» de la gestion non libérale ou libérale biaisée pour la conformer à l'idéal libéral tel que voulu et contrôlé par les pays riches avec les institutions de Bretton Woods oeuvrant comme leur «manager» collectif dans les pays à «ajuster».

C'est pourquoi la démocratisation de l'ajustement ne peut pas franchir certaines limites. D'abord une limite propre à toute démocratie bourgeoise, qui est contenue à la sphère du jeu politique alors que la vie économique et ses pesanteurs ne sont et ne peuvent être démocratisées. Ensuite sur le plan interne la démocratisation de l'ajustement est une réponse partielle à une crise qui est totale, c'est à dire économique, politique et sociale. Enfin sur le plan international, on reconnaît facilement le droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance et celui des pays à l'égalité politique, mais on ne leur reconnaît pas le droit économique, celui de produire et d'échanger dans le monde sur des bases justes.

Dans la mesure où les principales forces qui contrôlent l'économie du Zaïre sont extérieures, le jeu démocratique apparaît simplement comme une réponse partielle aux aspirations du peuple en vue d'apaiser les tensions, continuer le processus d'exploitation et parachever l'intégration à l'économie mondiale dans une fonction appendice précise. Dans ce contexte, le processus de démocratisation actuel risque d'aboutir simplement à une nouvelle génération de despotes bienveillants chargés du «bien-être» des collectivités. Ces derniers continueraient à détenir ou à confisquer le pouvoir réel au détriment des masses zaïroises, mais tolérant que quelques «fous du rois» puissent crier sur le terrain du pluralisme politique, syndical ou médiatique.

La démocratisation de l'ajustement correspond ainsi à la deuxième hypothèse de Shankama (1981) qu'à l'époque il donnait déjà comme la plus réaliste dans le futur pour le Zaïre. En effet, si la valorisation de l'énergie ne s'est pas effectuée selon le schéma de sa première hypothèse, ses conclusions d'alors restent valables. Il écrivait en effet que «le développement des contradictions entre d'un côté les ouvriers et les paysans et de l'autre les multinationales et le pouvoir d'Etat qui lui est allié dans l'exploitation du pays, de celles entre cette dernière alliance et la couche de la petite bourgeoisie intellectuelle et de la bourgeoisie «nationale» exclues de cette alliance ainsi que de celles entre le pouvoir politique zaïrois et ceux d'autres pays africains de la sous-région, ne donnent pas une longue vie à cette hypothèse».

Dans cette hypothèse, «une partie des fonds consacrés à l'entretien et à la consolidation de l'appareil répressif dans la première hypothèse (c'est à

dire la situation actuelle) pourrait ainsi compenser l'exploitation par «l'impérialisme technologique» et entretenir l'intégration de quelques technocrates et d'une partie de la bourgeoisie nationale. Il y aura donc un certain relâchement du caractère répressif avec accroissement du pouvoir parlementaire peut-être. Les multinationales continueraient à faire de bonnes affaires, l'intégration d'une large couche de la classe dirigeante leur assurant une longue sécurité (...) . La fonction politique de gendarme sous-régional, correspondant à la position «sous-impérialiste» du pays sera maintenue dans cette hypothèse et elle maintiendra la contradiction avec les autres pouvoirs d'État, particulièrement, ceux qui pourraient être des candidats éventuels à la même position. La deuxième hypothèse présente donc des garanties de sécurité plus ou moins durables aussi bien pour les multinationales que pour des couches importantes de la bourgeoisie locale. Mais comme on vient de le voir elle ne met pas le pays sur la voie du développement véritables. C'est dans cette perspective qu'il faut repenser la démocratisation de l'ajustement.

Alternative: la socialisation du développement

Signification économique et exigences politiques

Le développement implique la transformation des structures économiques, politiques et sociales. De ce fait, on ne peut espérer réussir la socialisation du développement en transformant et en démocratisant les seules structures politiques. Car la démocratisation des structures et institutions politiques seules ne peut être ni porteuse, ni portée par les structures économiques actuelles. Elle serait tronquée et caricaturée. La socialisation du développement du Zaïre doit donc comprendre la maîtrise par les classes dominées à la fois des structures économiques, politiques et sociales.

Comment les classes dominées, en alliance avec la classe moyenne zaïroise et même une fraction de la bourgeoisie, peuvent-elles arriver au contrôle de ce processus pour qu'il ne soit pas vidé de son contenu et donc caricaturé? Comment peuvent-elles s'assurer que les modèles de développement de l'avenir soient formulés et exécutés sur la base des besoins et priorités exprimés par le peuple et compte tenu des réalités socio-économiques du Zaïre?

Il faut pour cela que la démocratisation soit traduite effectivement en participation au pouvoir économique, politique et socioculturel. Au niveau de la conception des programmes d'action comme surtout à celui de leur mise en oeuvre, la participation des populations et de leurs communautés, organisations et associations de base est capitale pour le succès de l'entreprise (de développement économique et social). Outre la nécessité de leur information, de leur sensibilisation, il y a celle de leur intervention en tant que sujet et bénéficiaire du développement. Les activités de développement à la base et de *self-reliance* collectif au niveau local sont une composante de la socialisation du développement. Les groupements

villageois ou de quartier pour les activités d'intérêt public local, les associations et coopératives des paysans, des artisans ou d'autres catégories socio-professionnelles, les ONG, les tontines, les associations féminines, sont des formes d'intervention de la société civile dont les initiatives doivent être encouragées et même soutenues par l'Etat.

Le nouveau modèle de développement exige non seulement que ces formes participatives collectives existent, mais aussi qu'elles aient pleinement voix au chapitre en tant que partenaires pour le développement aux côtés de l'Etat qui est de ce fait leur véritable Etat, et de l'entreprise africaine. Ceci est d'autant plus important que l'investissement humain, participatif, la valorisation et la mise à contribution des compétences humaines doivent avoir au moins la même importance que les capitaux dans la nouvelle fonction de développement.

Les classes sociales de la socialisation du développement

La logique de cette alternative donne priorité aux intérêts de la collectivité nationale, impliquant une soumission des rapports avec l'extérieur aux priorités nationales, le dialogue social collectif et permanent entre les principaux intérêts des groupes composant cette collectivité et surtout la responsabilité du pouvoir — à tous les niveaux — à l'égard de lui même et à l'égard de ses mandants. L'implantation d'un tel modèle de développement, de la formulation de la stratégie, de sa mise en oeuvre à sa réalisation, exige une organisation sociale dont la dimension politique est indéniable dans la mesure où elle implique un processus d'identification des besoins, de négociation des priorités et de décisions successives durant les différentes phases. L'éclosion de cette alternative doit venir du développement des rapports conflictuels entre certaines forces sociales actuelles dans le fonctionnement de l'ajustement démocratisé.

La démocratisation de l'ajustement résoudrait le problème de la bourgeoisie nationale dans ses diverses composantes (et même d'une partie de la classe moyenne) dans sa double aspiration: participer sinon contrôler le pouvoir politique, et plein jeu libéral dans les affaires sur le plan interne, d'une part, et de l'autre, consolidation de l'alliance avec le grand capital étranger sur le plan extérieur.

Pour les classes dominées — les salariés des secteurs public et privé, les indépendants du secteur informel, les chômeurs et les sans-emploi, les masses paysannes et rurales — l'ajustement démocratisé ne résout pas leur problème fondamental dans la mesure où il ne répond pas à l'aspiration de ces classes: le changement de modèle d'accumulation dans sa triple composante économique, politique et sociale.

La lutte pour la démocratisation de l'ajustement a rapproché les classes dominées et la bourgeoisie nationale dans ses revendications. Après plus d'un quart de siècle d'abrutissement idéologique, de régime policier, de

dances et de misère croissante, ce que les classes dominées recherchent, c'est d'abord le changement. C'est pourquoi l'alliance avec la bourgeoisie a une cause commune objective: l'élimination de la bourgeoisie politique compradore en tant que pouvoir dictatorial qui correspond plutôt à la phase pré-démocratisation de l'ajustement.

Ensuite, la nouvelle alliance pourra choisir — ce qui est peu plausible — de ne pas trop s'aliéner les intérêts de l'une des composantes importantes des classes dominées en l'occurrence les salariés urbains ou les masses rurales et paysannes. Dans cette hypothèse, les fractions exclues des classes dominées vont se trouver au centre d'une double contradiction par rapport à l'alliance dominante et à l'autre composante des classes dominées qui sera dans l'alliance compradore. Le processus de maturation s'en trouvera accéléré.

Conclusion: l'utopie devant le réel

§'il est possible d'imaginer une alliance intérieure entre les principales composantes des classes dominées, animée par une intelligentsia issue de certaines fractions de la classe moyenne comme l'anti-alliance compradore au bout d'un processus de maturation, il est difficile de dire aujourd'hui par quel processus — électoral ou autre — cette alliance peut arriver à opérer la transformation de la démocratisation de l'ajustement en socialisation du développement. Il est encore plus difficile de dire sur quelles forces extérieures cette alliance peut compter tant que les classes dominées ailleurs — et en particulier dans les pays occidentaux — n'ont pas opéré et réussi le même changement.

C'est en cela que la socialisation du développement apparaît comme un rêve au sens noble de l'utopie. C'est-à-dire en tant que rêve inscrit dans le possible, auquel il faut croire fermement et pour lequel il faut lutter afin qu'il puisse voir le jour. Car le vrai développement auquel pourtant tout zaïrois rêve ou qu'il appelle de ses vœux, passe par sa socialisation. Encore faut-il forger une idéologie appropriée — car l'anti-compradorisme ne suffit pas — qui mobilise les classes dominées. Encore faut-il qu'il ait aussi une élite — toujours l'inévitable élite — qui émerge comme porteuse du vrai flambeau des luttes des classes dominées. Encore faut-il enfin que l'alliance et la lutte anti-compradore ne soient pas momentanées, mais qu'elles se poursuivent dans les différentes phases de formulation et de mise en oeuvre de la socialisation du développement.

Bibliographie

- Alliez, J.L., 1989, «Programmes de stabilisation et d'ajustement au Zaïre», bilan provisoire — (1983-1988) et perspectives futures, Kinshasa, Ronéo.
- ANEZA, 1981, Evolution de la situation socio-économique du Zaïre de 1960 à 1990, Kinshasa, Ronéo.
- Banque du Zaïre, 1974, *Rapport annuel*.
- Biaya, T.K. et Crasombo, T., 1992, Les classes sociales dans les réalités zaïroises, in Kankwenda, M., (sous la direction de), *Zaïre: vers quelles destinées*, Dakar, CODESRIA.
- De Munter, P., 1975, *Masses rurales et luttes politiques au Zaïre*, Paris, Anthropos.
- Drabek, A., 1991, «Démocratisation: par qui et pour qui?», in *Initiatives*, Été.
- Kankwenda, Mbaya, 1977, Perspectives sous-impérialistes, industrialisation et développement au Zaïre, Kinshasa, Ronéo.
- Kankwenda, Mbaya, 1983, *Zairianisation, radicalisation, rétrocession: issue d'une lutte bourgeoise*, Cahiers du CIEDOP, No. 002/83.
- Kankwenda, Mbaya, 1984, «L'économie politique des ressources minières au Zaïre», in *Analyses sociales*, Vol. I, No. 4.
- Kankwenda, Mbaya, 1984, «Le FMI dans la crise économique du Zaïre», in *Analyses sociales*, Vol. I, No. 1.
- Kankwenda, Mbaya, 1986, «La société zaïroise face à la crise de son agriculture», in *Analyses sociales*, Vol. III, No. 3.
- Kankwenda, Mbaya, 1987, «La crise de l'économie zaïroise, une crise de modèle d'accumulation en place», in *Analyses sociales*, Vol. IV, No. 1-2.
- Kankwenda, Mbaya, 1991, *Crise économique, ajustement et démocratie en Afrique*, Niamey, Ronéo.
- Kankwenda, Mbaya, ed., 1992, *Zaïre: vers quelles destinées*, Dakar, CODESRIA.
- Le Peutrec, Ch., 1978, «Grandeur et misère de la décolonisation», in *Nous*, No. 45, novembre-décembre.
- Merlier, M., 1962, «Le Congo de la colonisation belge à l'indépendance», Paris, Maspéro.
- Peemans, J. Ph., 1982, *Les nouvelles formes de la dépendance économique du Zaïre 1960-1980*, Louvain-la-Neuve, Ronéo.
- PNUD, 1991, *Pour un renouveau de la planification du développement en Afrique*, document de synthèse.
- Rymenam, J., 1977, «Comment le régime Mobutu a sapé ses propres fondements», in *le Monde diplomatique*, mai.
- Saby, E., 1991, «Ma dignité humaine est une valeur universelle», in *Le courrier*, juillet-août.
- Shankama, A., 1979, «Impérialisme, pouvoir dictatorial et crise au Zaïre», in *Genève-Afrique*, Vol. XVII, No. 1.
- Shankama, M., 1981, «Inga et l'avenir industriel du Zaïre», in *Afrique et développement*, Vol. VI, No. 4.
- Verhaegen, B., 1977, «Recherche, technologie et développement au Zaïre», in *Cahiers marxistes*, No. 32, février.

* PNUD, New York.